Dorval BRUNELLE

(1981)

**“ Néo-libéralisme
et capitalisme avancé :
la portée du projet de programme
du PLQ ”**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
à partir de :

Dorval Brunelle (sociologue, UQAM) (1981)

“ **Libéralisme et capitalisme avancé : la portée du projet de programme du PLQ.** ”

Une édition numérique réalisée à partir de l’article de Brunelle, Dorval,
“ Néo-libéralisme et capitalisme avancé : la portée du projet de programme du PLQ ”. Un article publié dans la revue *Les cahiers du socialisme*, Montréal, n° 7, hiver-printemps 1981, (pp. 26 à 38).

Dorval BRUNELLE est professeur au département de sociologie de l’Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est également codirecteur du Groupe de recherche sur la continentalisation des économies canadienne et mexicaine et auteur de nombreuses publications sur les processus d’intégration nord-américain et européen et le néolibéralisme.

brunelle.dorval@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 13 novembre 2003 à Chicoutimi, Québec.

Un programme de parti politique est un document de conjoncture ; il vise essentiellement à établir une plate-forme et à sceller des compromis. Compromis entre les instances du parti, c'est-à-dire entre les têtes dirigeantes et les militants, le programme représente l'équilibre interne entre les niveaux de pouvoir du parti, tandis qu'en tant que compromis social, le programme reflète les rapports entre le parti et ses clientèles actuelles ou potentielles. A ce dernier niveau, le programme apparaît soit comme la légitimation du projet politique d'une classe, soit comme l'établissement d'un compromis politique entre fractions ou entre classes sociales.

À l'encontre du manifeste toutefois, le programme peut être assez elliptique concernant le contexte social global dans lequel il s'insère pour privilégier les modalités d'une intervention immédiate dictée par le seul souci stratégique de la conquête et de la prise du pouvoir. A ce niveau d'ailleurs, la lecture d'un programme peut s'avérer assez décevante surtout lorsque l'on peut soupçonner que la nature et les modalités des lignes proposées ne constituent tout au plus qu'une vaste opération de "marketing" électoral dictée par la nécessité de renverser un adversaire politique.

Le programme, à ce niveau constitue davantage un des éléments vraisemblablement mineurs d'un ensemble beaucoup plus large qu'est devenu le processus électoral dans nos sociétés libérales. Dans ces conditions, le programme participe davantage de la symbolique électoral que qu'il ne constitue une véritable plate-forme faisant état des principales mesures qui seront implantées une fois la conquête du pouvoir acquise. Il n'existe en effet, entre les politiques proposées dans un programme et l'exercice du pouvoir au lendemain d'une victoire électorale, aucune garantie de continuité, contrairement à ce qu'énonce à cet égard un des crédo de l'idéologie libérale, ni l'État ni le parti n'ont de volonté en propre qui saurait valider et garantir que les engagements pris sur les “hustings” dans le feu de l'action seront bel et bien tenus par ceux qui auront en mains les rênes du gouvernement le lendemain.

Il existe bien sûr une distance considérable entre les compromis qui ont été tissés entre le parti et des factions à l'occasion de l'élaboration du programme et les tractations qui s'engagent par la suite entre un gouvernement et des

classes. Et si même les articles d'un programme devaient effectivement prendre force de lois, rien ne garantit ensuite que ces prescriptions seront suivies par la machine bureaucratique, ou même respectées par ceux qui sont sensés s'y conformer. En d'autres mots, les conditions mêmes de la réalisation d'un programme électoral sont très aléatoires et c'est faire une sérieuse entorse à l'histoire non seulement, comme nous venons de le voir, parce que les conditions historiques, c'est-à-dire les rapports de forces et de classes n'opèrent pas de la même façon selon qu'il s'agisse d'un parti ou d'un gouvernement, mais surtout parce que la légitimation du parti ne participe pas du même ordre de réalité que les nécessités du maintien et de la régulation de l'État par un gouvernement. C'est ainsi, par exemple, que le parti peut se contenter d'étendre le cercle de sa clientèle, de plaire, de séduire ou de porter des coups en vue de vaincre un autre parti ; pour un gouvernement, la légitimité est différente quand cela ne serait, entre autres choses, que parce qu'il se trouve maintenant à être l'employeur de plusieurs centaines de milliers de travailleurs, qu'il gère des budgets considérables et qu'à cet égard et à ce niveau, il participe objectivement au raffermissement d'une croissance économique capitaliste.

C'est pourquoi, vouloir lire dans un programme des engagements politiques précis relève davantage de l'acte de foi que de l'analyse. Mais il est bien sûr plusieurs façons de contourner ce problème, ainsi, dans la mesure où il n'y a pas de séparation radicale et définitive entre la clientèle du parti et celle du gouvernement, le programme peut s'avérer un révélateur précieux, en dehors de ses déclarations d'intentions, des intérêts économiques qu'il entend favoriser.

Il devient dans ces conditions pratiquement aussi significatif de relever, en même temps que ce qu'un programme énonce, ce qu'il ne prévoit pas, tout comme il devient significatif de repérer, en même temps que ceux à qui il s'intéresse, ceux dont il ne parle pas. En d'autres termes, si les recommandations d'un programme doivent toujours être mises en perspective et être jaugées aussi bien par rapport aux instances du parti qui les a adoptées, que par rapport à l'éventuel gouvernement que ce parti constituerait, l'absence de recommandations sur tel ou tel enjeu est tout aussi capital pour cerner le sens et la portée des politiques de ce parti que ne le sont les recommandations retenues.

Procéder autrement, comme par exemple, juger un parti sur une manière de taux de réalisation d'un programme, revient à escamoter tous les jeux de pouvoir, toutes les magouilles, tous les tripotages plus ou moins catholiques qui tissent précisément des luttes intestines du parti, du gouvernement, entre le parti et le gouvernement, entre le parti, le gouvernement et les fractions ou factions de classes, tous phénomènes dont les heurts et malheurs constituent précisément la toile de fond sur laquelle se joue l'exercice du pouvoir politique dans une société libérale. La société libérale est par excellence une

société gérée secrètement, clandestinement même, par pouvoir économiques interposés de sorte que la valorisation du programme politique, dans un tel contexte, ne constitue pas qu'une basse entreprise de "marketing" électoral, mais constitue aussi une légitimation idéologique d'une autre envergure : l'apparente objectivité du programme cautionne celle du parti et garantit en quelque sorte celle du gouvernement qui en sortira. Sous cet angle, moins un programme politique sera critique et plus il validera l'idéologie libérale en vertu de laquelle il importe peu qui fait quoi dans quelles circonstances et dans quelles conditions du moment que les apparences et les principes sont saufs.

Ce sera dès lors une des caractéristiques fondamentales du programme du Parti libéral du Québec version 1981 que de revaler la critique sociale au niveau de la critique partisane et d'éviter toute préoccupation historique ou toute référence à la conjoncture économique et sociale dans laquelle se débat le Québec contemporain. La tactique électorale est ainsi érigée en absolu et ne sert qu'à pourfendre l'ennemi de l'heure.

À un autre niveau, le programme développe le credo néo-libéral qui, par certains aspects, semble renouer avec les approches les plus conservatrices propres au capitalisme de l'entredeux guerres : accentuation de la croissance du secteur privé, contrôle de l'extension du secteur public, valorisation de la liberté de l'individu en tant que client ou bénéficiaire des services publics.

Mais s'agit-il là d'un simple retour en arrière, d'une remontée du néo-conservatisme dans les sociétés capitalistes avancées : Et, si tel est le cas, à quoi correspond ce réalignement ? Or, avant de répondre trop rapidement à ces deux questions, il convient d'établir quelques précisions. Si, en effet, les pays capitalistes avancés semblent tentés, dans la foulée des difficultés croissantes rencontrées par le processus d'accumulation de capital, de remettre en cause les politiques sociales implantées à la suite des nombreux conflits sociaux qui ont secoué ces sociétés tout au long des années soixante, les classes au pouvoir dans ces pays ne peuvent revenir purement et simplement en arrière. Sous des apparences de conservatisme politique donc, l'idéologie néo-libérale n'est certainement pas prête à troquer les politiques sociales consenties hier pour un retour aux conflits sociaux de jadis et c'est bien dans cette foulée que se situe le programme du P.L.Q. Parce que c'est bien à la suite des luttes urbaines engagées durant les années soixante en particulier qu'ont été adoptées des mesures sociales visant à éteindre des foyers de contestation qui se multipliaient de tout côté ; on pourrait d'ailleurs, à cet égard, vraisemblablement dénoncer l'interprétation de l'évolution ou de la "modernisation" de l'État québécois dans les années soixante et, au lieu d'établir la connection entre un programme et des législations précises, faire plutôt appel à des conflits précis pour expliquer l'adoption des lois. Le cas est patent évidemment en matière de législation du travail où non seulement les

lois d'exception sont adoptées à l'occasion de grèves, mais même autour de lois comme un *Code du travail* où pas moins de trois versions différentes sont successivement déposées puis retirées à la suite des interventions des syndicats dans les années 1964-1965¹. Mais cela se vérifie également pour d'autres lois qu'il s'agisse du *bill 63* qui établissait l'"égalité" des deux langues officielles au Québec après les événements violents survenus à St-Léonard, du *bill 88* instituant l'Université du Québec à la suite de la manifestation McGill - français en 1968. Il s'est ainsi développé, à côté de tout un ensemble d'interventions étatiques proprement économiques, un autre ensemble d'interventions étatiques plus spécifiquement sociales de telle sorte qu'à la fonction de régulation économique propre au capitalisme de guerre et d'après-guerre, est venue s'ajouter une fonction de régulation sociale surtout à la suite des contestations des Noirs, des étudiants, des défavorisés, des travailleurs et des travailleuses qui se sont échelonnées tout au long des années 60 en Amérique du Nord et qui ont culminé avec les événements d'octobre 70 au Québec.

Il ne peut plus être question, dans ces circonstances et pour autant que l'on prenne en compte l'évolution de l'histoire sociale récente, de revenir purement et simplement en arrière. Il ne peut plus être question, en d'autres mots, de geler les dépenses sociales sans du même coup et automatiquement susciter la contestation sociale. Jamais en effet les avantages économiques et sociaux de la croissance capitaliste n'auront été si proches et si éloignés : jamais société plus riche n'aura produit plus de besoins qu'elle n'en pourra jamais satisfaire, jamais société plus idéalisée n'aura suscité autant de vénéralités et de veuleries, jamais théorie et pratique n'auront été si déconnectées l'une de l'autre de manière à produire plus de problèmes que de solutions aux problèmes engendrés. Jamais la connaissance objective n'aura été autant bafouée, par l'exercice de la "liberté" d'entreprise : l'aiguillon du profit justifie toutes les politiques, toutes les stratégies ou toutes les tactiques. L'entrepreneur peut fermer ses usines, déménager ses pénates, empoisonner ses ouvriers, exploiter et harasser ses travailleuses, l'État, bon prince, quand il ne l'aide pas directement, mettra sur pied laboratoires et centres de recherches pour alléger son fardeau social et lui permettre de produire en relative tranquillité les produits qui nous empoisonneront demain. Entre temps, techniquement et scientifiquement, nous possédons les moyens théoriques de produire mieux, sans contrainte biologique insoutenable - sans trop de bruit, sans amiantose -, sans défoncer l'écologie, sans hypothéquer nos possibilités de développement futur, mais pratiquement c'est impossible. C'est pratiquement impossible pour la simple et bonne raison qu'une fois l'entrepreneur sacré roi et maître, tous les autres paient pour ce règne avec leur argent, avec leur santé, avec leurs loisirs.

¹ Sur toute cette période, voir l'excellente contribution de Carol Levasseur, "De l'État-Providence à l'État-Disciplinaire" in : Gérard Bergeron et Réjean Pelletier, *L'État du Québec en devenir*, Boréal Express, 1980, pp. 285-330, à qui nous empruntons d'ailleurs certains éléments de l'interprétation qui est avancée ici.

Il ne peut donc encore moins être question, dans ces circonstances, compte tenu des acquis des luttes, des acquis théoriques et pratiques, de l'ampleur de la désillusion face aux avatars de la croissance capitaliste, il ne peut être question de revenir en arrière, sinon de deviser des stratégies nouvelles de croissance qui soient doublées de techniques nouvelles de régulation sociale.

C'est d'ailleurs précisément sous cet angle que le néo-libéralisme des années 80 se démarque du conservatisme ou du néo-conservatisme : désormais, les stratégies de soutien au secteur privé s'accompagneront d'une valorisation des formes individuelles de dissidence propres à semer la pagaille auprès d'institutions vouées à la défense des intérêts collectifs. L'on soutiendra ainsi les poursuites civiles contre les syndicats ou les groupes de citoyens au nom de la défense des "libertés" individuelles tout en jugulant l'utilisation du recours collectif de syndiqués ou de citoyens contre des firmes qui les empoisonnent ou qui les mutilent.

Une première différence d'avec le conservatisme, réside ainsi dans la valorisation de l'individu et dans la défense des "libertés" ! individuelles contre l'exercice des droits sociaux, alors que le conservateur visera plutôt la valorisation de l'entrepreneur aux dépens de toute forme d'exercice de la "liberté" individuelle dans la société civile. L'autre différence, plus connue et mieux documentée, réside dans l'utilisation du recours à l'État pour subvenir aux carences de la croissance du secteur privé chez le néo-libéral, alors que le conservateur, plus zélé, préférera sabrer dans l'appareil d'État ; si le premier peut se permettre de subventionner, voire de nationaliser à prix fort, le second dénationalise.

Or, ne s'agit pas ici de simples subtilités politiques il s'agit, plus profondément, d'une "vision du monde" qui légitime ensuite toute une stratégie de développement et qui, de ce fait, aide au moins à prévoir ce qui risque d'arriver advenant la prise du pouvoir par l'une ou l'autre fraction de bourgeoisie et aide surtout à comprendre pourquoi cela se passe ainsi.

La lecture du "document de travail" produit par la Commission politique du P.L.Q. et qui sera soumis au conseil général du Parti libéral du Québec vraisemblablement en mars 81 est édifiante à plus d'un titre². Ce "programme de gouvernement" se présente sous la forme d'un fort dossier subdivisé en thèmes. Il y en a six : administration gouvernementale, affaires sociales, affaires culturelles, économie, éducation et justice. Chaque thème - sauf un - est précédé d'un court exposé général qui circonscrit les "grandes orientations" qu'entend prendre le Parti.

² P.L.Q., *La société libérale de demain. Document de travail*, janvier 1981.

Toutefois, si l'on doit juger de l'importance des thèmes non plus par l'ordre dans lequel ils apparaissent, mais dans l'importance du texte de présentation et dans le poids de la section par rapport aux autres, il ne fait pas de doute que c'est la quatrième section "économie" qui préoccupe le plus les auteurs du document - 17 recommandations - alors qu'"éducation" a droit à 10 recommandations, "affaires sociales" et "administration gouvernementale" à 8 chacune, "affaires culturelles" à 7 et " - justice" à une seule.

Les "grands objectifs économiques" du P.L.Q. sont à cet égard en pleine continuité avec les politiques implantées sous Bourassa entre 1970 et 1976 : il n'y a à cet égard aucune rupture entre le chapitre consacré au "développement économique" dans Bourassa *Québec !*³ et la teneur des 'objectifs mis de l'avant par la commission politique du P.L.Q. Et, de même que les gouvernements Bourassa avaient orienté les stratégies de régulation économique de l'État vers le soutien indirect au secteur privé, soit par l'octroi de subventions aux entreprises soit grâce à la mise sur pied de projets conjoints entre secteur privé et public - la Baie James -, le document de travail énonce :

"Pour un gouvernement libéral, c'est le secteur privé dans son ensemble - petites et moyennes entreprises, coopératives de toute sorte, grandes sociétés à dimension pan-canadienne et internationale - qui demeure le cadre privilégié de la croissance économique"⁴.

S'il y a rupture d'ailleurs dans la stratégie et l'idéologie libérales au strict niveau économique, elle ne se situe dès lors pas entre 1970 et 1981, mais bien entre 1966 et 1970. C'est bien en effet entre la fin de la "Révolution tranquille" avec tout son train de mesures favorisant l'intervention directe de l'État dans l'économie grâce au recours privilégié à la nationalisation durant les années 60 - nationalisation des hôpitaux, des écoles, de l'électricité et des rentes, en particulier - et la reprise du pouvoir par les Libéraux à Québec en 1970 que se situe ce réalignement fondamental dans la stratégie économique du parti. L'explication de cette rupture qui se produit pendant le séjour dans l'opposition à Québec - alors que l'Union Nationale est au gouvernement - se trouve du côté d'Ottawa : c'est le Parti libéral du Canada, qui, avec l'arrivée des Trois Colombes -Trudeau, Marchand et Pelletier - à sa tête en 1968, contraint alors le P.L.Q. à abandonner sa stratégie économique étatiste et nationaliste des années 60, pour se rallier à un "fédéralisme rentable".

Le P.L.Q. en 1981 ne changera pas les termes de cette sujétion face à l'intervention du pouvoir central dans l'économie du Québec qui avait fait de Bourassa le défenseur de la dépendance économique.

³ Bourassa *Québec !* Les éditions de l'Homme, 1970, pp. 58 sq.

⁴ P.L.Q., op. cit., p. E.C.I./3

La notion de "fédéralisme rentable" recouvre cette stratégie de développement en vertu de laquelle la croissance économique du Québec est de nouveau mise à la remorque de la croissance économique au Canada ; c'est l'époque où, à l'intervention directe de Québec tentée entre 1960 et 1966, se substitue l'intervention directe d'Ottawa forçant ainsi le parti au pouvoir à privilégier l'intervention indirecte de l'État provincial dans l'économie.

Ce sont alors les projets "conjointes" entre secteurs publics et privé - la Baie James, les Jeux Olympiques - qui sont mis de l'avant ou la pratique systématique de la subvention aux monopoles étrangers, comme par exemple, I.T.T., qui est favorisée.

Dans ces circonstances, nous nous croyons fondés d'avancer que ce qui change avec le programme de 1981, ce n'est pas la stratégie libérale de régulation économique, mais bien la stratégie libérale de régulation sociale et c'est pour cela que l'on peut parler aujourd'hui de néo-libéralisme.

C'est ce qui nous vaut une problématique et un ton nouveaux en 81 qui démarquent ce néo-libéralisme du libéralisme :

"la primauté de l'entreprise privée au plan économique est un corollaire normal de la primauté que le Parti libéral entend accorder aux libertés individuelles dans les divers secteurs de la vie collective"⁵.

Et c'est cet aspect du programme que nous allons maintenant étudier.

Néo-libéralisme et capitalisme avancé : l'État disciplinaire

Mais en définitive, pourquoi employer le terme "néo-libéralisme" ? Quelle peut-être l'utilité de chercher à préciser ainsi la nature du projet de société capitaliste proposé par le P.L.Q. ? La réponse à ces questions est assez évidente : dans la mesure où l'on parvient à établir un diagnostic un tant soit peu valable à partir d'un projet de programme, nous aurons là un élément précieux d'analyse et de prévision. Il importe donc, à ce sujet, de distinguer entre différentes formes de l'État, comme certains théoriciens l'avaient fait par le passé et, en particulier, Horkheimer quand il s'était attaché à étudier l'"État autoritaire" au tout début des années 40.

⁵ Idem, p. E.C.I./2

Si la notion d'"État autoritaire" qu'il appliquait à l'État nazi ne devrait pas être utilisée pour circonscrire l'État dans nos sociétés actuelles ; par contre, il faut indiquer que le concept d'"État disciplinaire" repris par Carol Levasseur peut vraisemblablement convenir ⁶. Voyons pourquoi. Bien sûr, l'encadrement législatif et juridique qui, depuis le début des années 70, pèse sur la pratique du syndicalisme et le processus des négociations collectives de travail, par exemple, constitue bel et bien l'imposition d'une discipline. Mais là ne réside pas la caractéristique fondamentale du projet de société libérale imposé à ce moment-là et ce n'est pas non plus celle qui ressort du document de travail du P.L.Q., surtout si l'on rappelle que la section "justice" du programme compte à peine six pages et qu'il y est plutôt question de brouilles plus ou moins importantes que d'engagements spectaculaires. À témoin, l'engagement suivant à l'effet de

"refondre la Loi sur les commissions d'enquête afin d'en restreindre leur (sic !) usage à des cas vraiment exceptionnels, bien définis et limités quant à leur objet et à leur durée, afin d'assurer la protection des droits des témoins et d'empêcher les atteintes abusives à leur réputation et la condamnation dans l'opinion publique alors qu'il n'existe pas de preuve suffisante pour traduire devant les tribunaux civil et pénal et afin d'assurer que toute personne intéressée dans l'objet d'une enquête ait le droit d'y participer activement" ⁷.

Un tel engagement est fort ambigu : des membres influents du P.L.Q. lui-même ont eu leur quota d'éclaboussures lors d'audiences tenues devant certaines commissions d'enquête. Il n'est pas ici question d'accroître la répression mais bien d'asseoir la protection d'activités plus ou moins licites et de protéger leurs auteurs. À cette fin, le projet de programme peut même proposer de "refondre la Loi de police, la Loi sur les coroners et la Loi concernant les enquêtes sur les incendies" ; or, la question de fond n'est pas de restreindre l'usage de ces lois ou commissions mais bien d'accroître les droits des inculpés et des témoins et de restreindre ceux des juges et des coroners.

Il n'est pas question ici de cerner ces enjeux secondaires mais bien de relever une approche qui s'intègre à merveille dans le dessein de l'instauration d'une politique néo-libérale : cette politique sera moins "autoritaire" ou répressive qu'occulte, secrète ; elle préférera de beaucoup les jeux de coulisses, les coups bas, l'esquive ou la discrimination, au recours à une répression d'envergure qui risquerait d'effriter sa légitimité. Que l'on songe un instant au Bourassa apeuré se faisant entourer d'une cohorte de flics et disposant de son Centre d'analyse et de documentation (le C.A.D. où sont fichés 30,000

⁶ Levasseur, op. cit., pp. 315 sq.

⁷ P.L.Q., op. cit., p. J-I/4

individus et 7,000 groupes après Octobre 70) et l'on comprendra dans quelle lignée se situe le P.L.Q. version 81.

Ce qui distingue toutefois le néo-libéralisme du P.L.Q. dans ce projet de programme des politiques implantées sous Bourassa, c'est essentiellement le retrait qui est opéré du côté de l'investissement dans des politiques sociales : le souci de rentabiliser les politiques sociales et de les aboucher plus intimement à la croissance économique pousse ainsi à privilégier l'approche par la régulation individuelle c'est-à-dire l'approche disciplinaire.

Témoins ces deux autres extraits du document :

"Au début des années 70, s'annonçait au Québec une réforme en profondeur du secteur des affaires sociales. Le Québec acceptait de mettre en place des ressources considérables visant à doter sa population d'un réseau d'institutions de services sociaux et de santé devant répondre au triple critère d'universalité, d'accessibilité et de gratuité. Bien que dans une large mesure les objectifs aient été atteints, on observe toujours un manque de ressources suffisantes dans plusieurs secteurs du réseau ; centre d'accueil, C.L.S.C., services de soutien aux personnes handicapées, aux enfants, aux familles, aux personnes âgées etc.

... Avant de songer à implanter d'autres mesures sociales à caractère universel et gratuit, un gouvernement du P.L.Q. s'attaquera d'abord et le plus vigoureusement possible à une intégration plus satisfaisante de ces groupes (i.e., les personnes âgées, handicapées, les malades chroniques et les bénéficiaires de l'aide sociale, D.B.), et il le fera en particulier par une politique dynamique de soutien du revenu et par une très importante réforme, celle des régimes de pension privés"⁸.

Le lien avec l'économie est établi au moyen d'une "politique dynamique de soutien au revenu" qui devrait, on imagine, permettre le retour sur le marché du travail de certains prestataires.

Or, ce souci - théorique ou pas, peu importe pour le moment - de rentabiliser les programmes sociaux de manière à "assurer à tout individu dans le besoin des moyens de subsistance"⁹ implique une nouvelle forme d'intervention de l'État dans la société civile, celle de l'État-enquêteur. Il n'est donc pas question de restreindre la croissance du secteur public sinon de bureaucratiser encore davantage les services et la prestation de services afin, éventuellement, de cerner le "vrai" chômeur, le "vrai" vieux pauvre, le "véritable" handicapé et de le distinguer des autres, les faux. Une telle approche, on peut bien le deviner, ne coûte pas moins cher que l'autre ; elle est tout simplement plus pointilleuse, discriminatoire et, éventuellement, beaucoup plus arbitraire que tout système universel ne pourra jamais l'être.

⁸ Idem, p. A.S.-O/ 1 et 2.

⁹ Id., p. A.S.-III/ 2.

Mais en dehors de ces caractéristiques assez évidentes, l'approche d'ensemble qui centre toute l'analyse sur l'individu en revêt une autre, plus fondamentale, à savoir que ce genre de démarche occulte progressivement la dimension sociale et collective des politiques économiques dans l'État capitaliste. Il n'y a plus de chômage, il n'y a plus de maladie, de crise bref, d'enjeux sociaux dans un tel système, sinon des individus dont certains, - très peu au demeurant aux yeux d'un "bon" libéral - sont de "vrais" chômeurs, de "grands" malades, etc. En d'autres termes, ce genre d'approche recouvre une extraordinaire apologie du système capitaliste en refoulant et en déplaçant tout le poids des contradictions les plus profondes de ce régime sur les épaules d'individus complètement isolés nageant dans un océan d'indifférence face aux capitalistes et à l'État.

Dans un tel projet de société, il n'y a ni solidarité, ni lutte de classes, il n'y a que des "libertés" individuelles, libertés d'autant plus étendues d'ailleurs pour ceux qui peuvent les exercer que leur exercice est cautionné par l'État quand ils agissent contre les collectivités de travailleurs, par exemple.

Mais s'il s'agissait de la "liberté" de tous, n'y aurait-il pas là une manière de progrès ? Qu'on se rassure : la liberté dont il est question, c'est toujours celle du "secteur privé" et le "droit fondamental" que l'on invoque et que l'on ramène, c'est bel et bien le "droit de propriété".

La boucle est bouclée donc : l'État néo-libéral correspond à cette phase du développement du capitalisme - dont on dit qu'il constitue un "capitalisme avancé" - où les problèmes d'accumulation du capital forcent la bourgeoisie au pouvoir à intensifier la personnalisation des politiques de régulation sociale de manière à accroître l'efficacité de mesures de régulation économique.

Malgré l'extension et l'intensification des stratégies d'intervention de l'État dans l'économie, malgré le contrôle des taux de change, de la masse monétaire, des investissements étrangers, etc., les rythmes d'accumulation de capital dans le secteur privé sont soumis à toutes sortes d'aléas ; faute de pouvoir deviser de nouvelles méthodes ou de nouvelles techniques d'intervention dans l'économie l'État n'a plus que deux recours : ou bien il restreint les coûts inhérents à la régulation sociale, ou bien il les rentabilise. Dans le contexte québécois des années 80, le projet du P.L.Q. est clair, l'État provincial, cette machine économique virtuellement impuissante dans les contextes fédéral et nord-américain actuels, l'État provincial donc sera néo-libéral par défaut et, incapable d'assumer les coûts de l'universalisation des services sociaux, cet État sera disciplinaire par vocation.

Fin du texte